

INTRODUCTION

Otez à l'homme la crainte du lendemain.

(MABLY.)

La misère et l'insécurité sont deux oreillers fort durs, dit un proverbe antique.

S'il est une vérité incontestable, c'est celle-ci. S'il fut jamais une époque où la présence de ces deux fléaux fut, hélas, déplorablement fréquente, c'est l'époque actuelle.

Eh ! que de maux ne doit pas produire leur funeste réunion, puisque *l'insécurité* toute seule suffit à empoisonner nos jouissances les plus vives, notre existence tout entière ! Que de soucis et de tourments ! que de perplexités et d'angoisses ! Que de nuits sans sommeil !... C'est l'épée de *Damoclès* suspendue sur notre tête ! C'est le rocher de *Sisyphé* et de *Tantale* ! C'est le tonneau sans fonds des *Danaïdes*, que l'imagination s'épuise en vain à remplir !

Qui pourrait calculer, en effet, combien le genre humain a jeté et jette encore chaque jour en pâture à ce monstre de forces intellectuelles et morales !

Quel est donc l'homme digne de ce nom qui ne se sente profondément pénétré de toutes les épouvantables conséquences de l'état de morcellement et d'insolidarité, d'antagonisme et de guerre ? Qui ne se sent le cœur serré d'inquiétude et de douleur à la seule pensée de se voir un jour peut-être livré aux souffrances inconnues de l'aveugle hasard ?

Et qui pourrait se flatter d'échapper au péril, quand des millions de travailleurs de toute sorte dévorent sans cesse en secret les plus poignantes douleurs ?

Quand l'industrie tout entière n'est plus qu'un champ de batailles continuel, qu'une arène étroite et sanglante, où de plus en plus il se fait foule et encombrement, où des millions de rivaux acharnés se précipitent et se heurtent, se pressent et se foulent, se renversent et s'écrasent sans pitié !

Et quand, par une immense perturbation des lois de la nature, les plus sublimes découvertes de la science (les machines) sont de véritables fléaux pour le plus grand nombre, et viennent briser mille existences pour chaque heureux qu'elles doivent faire, semblables à ces conquêtes guerrières qui veulent des victimes et des chants de deuil !

Quand le travail, l'activité, le talent et l'intelligence, la frugalité, l'ordre, la prudence et l'économie, en un mot, la conduite la plus exemplaire, ne peuvent garantir personne contre les atteintes de la hideuse misère !

Lorsqu'on voit un *Hégésippe Moreau* mourir à l'hôpital (nouveau *Gilbert* !), après avoir souffert dans un grenier toutes les convulsions de la faim, toutes les angoisses de la détresse et du désespoir !

Lorsque fume encore le réchaud ardent que, de sa propre main, alluma le malheureux *Boyer* !

Quand le démon de l'agiotage s'est emparé de tous les cœurs et vient souiller chaque jour jusqu'au *sanctuaire* même du *notariat* !

Quand la hideuse banqueroute plane sans cesse sur toutes les têtes, réduisant le lendemain à la plus affreuse pénurie l'opulent de la veille !

Quand il n'est pas jusqu'à ces banquiers millionnaires qui plus d'une fois obligèrent le sceptre royal à s'incliner devant leur coffre-fort, qui ne se voient très souvent engloutis dans l'abîme du hasard !

Quand hier encore les eaux de la Seine roulaient le cadavre d'un opulent agent de change, membre assermenté du parquet de la Bourse, nécessité à ensevelir dans les flots une vie désormais entachée d'infamie, parce qu'un jour, un seul jour peut-être, il a voulu, lui aussi, jeter le dé de la fortune !... car, il faut bien le reconnaître, le suicide, à notre époque, est devenu la ressource commune de tous les désappointements et de toutes les souffrances, de toutes les désillusions et de toutes les immoralités !

Quoi ! la nature nous aurait-elle condamnés à de si calamiteuses vicissitudes, de si violentes secousses, de si effroyables revers ?

Et, en vérité, à voir le cours des choses, on serait tenté d'en douter.

À quoi, en effet, est venu aboutir, depuis tant de siècles, la vaine science de nos moralistes et de nos philosophes ? Quel soulagement ont apporté à la nature humaine leurs systèmes les plus vantés ?... Ils semblent avoir tout épuisé, et ils ne se sont attachés qu'à des formes politiques, tournant sans cesse dans le cercle fatal de l'inégalité et du monopole, de la servitude et de la tyrannie !

Bien peu jusqu'à nos jours⁷ osèrent attaquer dans sa racine l'arbre du mal. Comment donc s'étonner que les rameaux aient reverdi, toujours plus

⁷ Parmi ces novateurs courageux, il faut distinguer surtout Morelly et Helvétius. Ce dernier ne dut qu'à de puissantes protections de n'être pas brûlé vif. Quant à Morelly, ce n'était qu'un homme du peuple, un pauvre maître d'école : on se garda bien de donner de l'éclat à ses ouvrages. La *démocratie bourgeoise* de l'époque fut plus ardente encore que l'aristocratie à organiser contre son *Code de la nature* la *conspiration du silence*, et ce code fut enseveli dans l'oubli. Je crains bien que celui-ci n'éprouve, à certain égard, le même sort.

grands et plus touffus, et projettent encore sur toute la terre un déluge de maux et de crimes ?

Toutefois le problème touche à son terme. J'en prends à témoin cette grande et magnifique ébullition intellectuelle qui, en ce moment, agite les masses populaires !

Pour achever de le résoudre, il n'est pas trop, je le crois, du concours de tous les hommes de bonne volonté : c'est pourquoi j'ose aussi prendre la plume.

L'œuvre que j'entreprends n'est donc point seulement une œuvre de démolition, c'est surtout un travail organique. Je ne suis pas un de ces prophètes de malheur qui n'annoncent que des désastres et des tempêtes, des ruines et des catastrophes ! Au contraire, c'est parce que je sens venir l'orage, et que déjà j'entends craquer jusque dans ses fondements le vieil édifice, que je viens, architecte zélé de l'ordre social, que je viens dès ce jour apporter au foyer commun mon rayon de lumière. Et le plan que je trace, je le sou mets de bon cœur à la critique aussi bien qu'aux méditations de mes concitoyens.

Ce n'est point légèrement que j'aborde un sujet de cette importance : depuis plus de quatre ans j'y ai concentré toutes mes pensées, bien persuadé que ce n'est que dans les carrières de la méditation et de l'expérience qu'on peut trouver les matériaux nécessaires pour édifier le palais de l'avenir.

Aujourd'hui, mon travail est achevé, ma pensée est complète, ma conviction inébranlable. J'ai analysé séparément toutes les pièces de notre grande et merveilleuse machine sociale. Je les ai considérées attentivement une à une ; puis je les ai rejointes ensuite en esprit, toutes l'une après l'autre, afin d'en saisir les accords et d'entendre, pour ainsi dire, l'harmonie générale qui doit en résulter. Et c'est parce qu'enfin il ne me reste plus l'ombre d'un doute, et que je me sens en état de faire briller à tous les yeux le prisme sauveur, que je m'écrie avec plus d'enthousiasme que jamais : *Communauté ! Communauté !!!*⁸.

⁸ Les principes que j'aurai exposés dans ce Code seront résumés à la dernière feuille par un projet de constitution sociale et politique.

CODE DE LA COMMUNAUTÉ

CHAPITRE PREMIER

Plan de ce livre

Tant que le philosophe n'excède pas les limites de la vérité, ne l'accusez pas d'aller trop loin. Sa fonction est de marquer le but, il faut donc qu'il y soit arrivé. Si, restant en chemin, il osait élever son enseigne, elle pourrait être trompeuse. Au contraire, le devoir de l'administrateur est de combiner et de graduer sa marche, suivant la nature des difficultés... Si le philosophe n'est au but, il ne sait où il est. Si l'administrateur ne voit le but, il ne sait où il va.

C'est du rapport et de l'ensemble de toutes vérités qui appartiennent à un sujet que naît la lumière. À défaut de cet ensemble, on ne se sent jamais suffisamment éclairé, et l'on croit souvent tenir une vérité qu'il faudra abandonner à mesure qu'on méditera davantage.

(SIEYÈS.)

Pour juger de la valeur des faits et de leurs rapports, pour remonter aux causes médiate et primitives des actions présentes et déterminer les actions futures, il importe d'avoir un principe certain, qui soit comme *une pierre de touche* à laquelle on puisse recourir sans cesse.

Dans mes précédents écrits⁹, j'ai déjà esquissé les principes sur lesquels je fonde mon système de *communauté*. Je vais tâcher de les préciser davantage.

Mon *criterium*, je le répète, ma règle de certitude, c'est la science de *l'organisme humain*, c'est-à-dire la connaissance des besoins, des facultés et des passions de l'homme.

Partant de ce point de vue, je pose comme base de toute organisation sociale les principes suivants :

1° BONHEUR. — Il est un but, une dernière fin à laquelle tendent tous les désirs, toutes les actions des hommes. Ce but, cette dernière fin, ce sont le développement libre, régulier et complet de *notre être*, la satisfaction pleine et entière de tous nos besoins (physiques, intellectuels et moraux), c'est, en un mot, la vie la plus conforme à notre nature.

⁹ *Discours sur l'égalité, L'Égalitaire, Lamennais réfuté par lui-même.*

Tel est l'état que nous appelons *bonheur*. Tous les éléments du bonheur existent sur la terre. C'est surtout dans la description de la *Commune* et à l'article *Hygiène publique* que j'aurai l'occasion de démontrer, de faire palper cette vérité.

2° LIBERTÉ. — La liberté de l'homme consiste dans l'exercice de sa puissance, je dis de sa puissance, parce qu'il serait ridicule, dit Helvétius, de prendre pour non-liberté l'impuissance où nous sommes de percer la nue, comme l'aigle, de nager sous les eaux, comme la baleine, et de nous faire roi, pape ou empereur.

La *liberté* n'a donc rien de commun avec l'*extravagance* ou le *caprice*. Dans une société normalement organisée, elle tournera toujours au plus grand avantage de l'*individu* et de la *république*. Plus l'individu sera libre, plus l'État sera florissant et réciproquement, plus l'État sera libre, plus l'individu sera heureux ; car la liberté c'est l'homme lui-même dans ce que l'homme a de plus vital et de plus sacré : elle est le plus puissant mobile de toute sociabilité.

Il est des hommes cependant, qui, jugeant de l'avenir du point de vue de l'état actuel, soutiennent qu'il faudra toujours se tenir en garde contre les prétendus écarts de la liberté ; parce que, malgré la sagesse du législateur, elle tendrait toujours, objectent-ils, à dégénérer en égoïsme et en anarchie. Quelle folie ! Le meilleur frein, selon nous, qu'on puisse imposer à la liberté, c'est celui de la science et de la raison, qui nous crient sans cesse :

*Ne nuis pas, pour que rien ne te nuise.
Fais du bien, pour en recevoir.*

On ne trouve que dans le bonheur commun la félicité commune.

ÉGALITÉ. — L'égalité est une harmonie, un équilibre parfait, qui régit toutes choses, depuis les mondes les plus immenses jusqu'au plus petit insecte. C'est une loi aussi nécessaire à notre existence sociale qu'à notre vie individuelle. Cette loi primordiale se retrouve au fond de tous les principes sociaux, et même dans les institutions qui l'outragent le plus. Hors de l'égalité, point de société possible : on ne voit que confusion et contrainte, que discordes et guerres !

FRATERNITÉ. — La fraternité est ce sentiment sublime qui porte les hommes à vivre comme les membres d'une même famille, à confondre dans un intérêt unique tous leurs différents désirs, toute leur puissance individuelle. La fraternité est la conclusion naturelle, le seul *palladium* véritable de la liberté et de l'égalité.

UNITÉ. — Les aristocrates emploient le mot d'*Unité* pour dénommer spécialement le gouvernement monarchique. C'est un étrange abus de la langue. *Unité, monarchie* : entre ces deux mots il y a un abîme ! l'un représente l'union harmonieuse de toutes les parties du corps social, l'autre ne signifie qu'une seule de ces parties tenant les autres sous le joug.

Nos pères, en 93, eurent l'instinct de l'*unité*, mais ils n'en eurent qu'une idée confuse et bien incomplète ; et c'est précisément pour cela qu'ils ne purent achever leur œuvre. L'*unité* c'est l'*identification* indissoluble de tous les intérêts et de toutes les volontés, la *communauté* pleine et entière de tous les biens et de tous les maux.

COMMUNAUTÉ. — La communauté est le mode d'association le plus naturel, le plus simple et le plus parfait, c'est le moyen unique et infaillible de lever tous les obstacles qui s'opposent au développement du principe social, parce qu'il donne satisfaction à tous les besoins, essor légitime à toutes les passions.

La communauté n'est autre chose que la réalisation de l'unité et de la fraternité, telle que nous venons de les définir. C'est l'unité la plus réelle et la plus complète : l'unité en tout, dans l'éducation, dans le langage, dans le travail, dans le domaine, dans l'habitation, dans le vivre, dans la législation, dans le fonctionnement politique, etc.

Ainsi, on le voit, la communauté contient en elle-même, elle implique nécessairement, et à leur maximum, tous les termes de notre glorieuse devise révolutionnaire :

Liberté, Égalité, Fraternité, Unité.

Mais ce qui donne surtout à la communauté une haute et incontestable supériorité sur tous les autres systèmes sociaux, c'est qu'elle renferme, en outre, tous les caractères de la science, de la vérité, de la raison ; c'est que ce système comporte parfaitement une démonstration rigoureuse, exacte, et est entièrement conforme au *criterium de certitude* que j'ai adopté : *l'organisme humain* ¹⁰.

Voici les principales questions que je vais traiter dans ce livre :

Lois fondamentales. — Lois distributives : plan et organisation de la commune ; repas et travaux communs. — Lois industrielles et rurales. — Lois sur l'éducation et sur l'instruction. — Congrès scientifiques. — Lois

¹⁰ Voir ma réfutation de Lamennais, page 60, où je démontre que c'est la loi communautaire qui est le principe conservateur de notre santé et de notre vie.

hygiéniques. — Lois de police. — Merveilles opérées par le travail unitaire. — Armées industrielles. — Restauration des climatures¹¹.

Lois politiques. — Assemblées communales. — Provinciales. — Nationales. — Congrès humanitaire.

Système transitoire. — Transformation sociale et politique. — Communauté immédiate des biens. — Manière de désintéresser presque tout le monde. — Moyen infaillible d'énervier, de vaincre, d'écraser tous les gouvernements anti-communistes, sans être obligé d'envoyer au delà de la frontière plus de 300 à 400 000 guerriers. — Émancipation progressive et générale des peuples, après moins de dix ans de guerre. — Communauté intégrale et humanitaire.

¹¹ Mot non usité de nos jours, une *climature* désigne l'ensemble d'un climat : sols, faune, flore, etc. ; nous dirions aujourd'hui : *écosystème*. [N. Éd.]

CHAPITRE II

Lois fondamentales

On appelle *fondamentales* certaines lois qui sont la base première sur laquelle doit reposer tout l'édifice social, le pivot central auquel et autour duquel se rattachent et viennent se ranger toutes les autres lois.

Il ne faut pas confondre les lois fondamentales avec les lois constitutionnelles. Les lois constitutionnelles ou *constitutions* sont l'œuvre de la *politique* ; elles sont variables et temporaires. Les lois *fondamentales*, au contraire, sont *invariables, éternelles, immuables* ; elles sont à la fois antérieures et supérieures à tout ordre politique ; car elles procèdent de la nature elle-même. Toute la mission du législateur consiste à les rechercher, à les reconnaître, puis à les promulguer.

Billaud-Varenne et Saint-Just avaient parfaitement saisi le caractère des lois fondamentales lorsqu'ils s'écriaient avec tant d'éloquence, le premier : « Faites disparaître l'indigence, et vous épargnerez à l'indigent la NÉCESSITÉ de se rendre coupable. » Et le second : « La misère et la corruption du peuple sont le crime des gouvernements. Si l'on donnait à l'homme des lois selon sa nature et selon son cœur, il cesserait d'être malheureux et corrompu. Il ne faut pas faire le peuple pour les lois, mais faire en sorte que les lois conviennent aux peuples. » Ces paroles, du reste, n'étaient que la traduction de cette profonde pensée de Morelly :

« Trouver une situation où l'homme ne puisse plus être dépravé ni méchant. »

Or, ces lois selon la nature et le cœur de l'homme, quelles sont-elles ? Saint-Just et Billaud-Varenne n'ont point achevé de le dire. Il n'est rien cependant qu'il nous importe davantage de connaître, si nous voulons éviter les écueils contre lesquels sont venus se briser ces courageux et illustres montagnards¹².

La nature, dans l'organisation de *l'homme* et des *produits*, indique que *ceux-ci* doivent être *consommés, employés, usagés* par *celui-là*. Et, comme chacun a une organisation, les produits doivent donc servir à *l'usage* ou à la *consommation* de chacun.

Or, toute production repose sur le travail. *Tous* ceux qui usent des produits sociaux doivent donc *prendre part au travail*. Et comme, avons-nous

¹² Au cours de la Révolution française, groupe politique à la Convention nationale, favorable à la République et opposé aux Girondins. [N. Éd.]

dit, la société est union solidaire contre tous les accidents et toutes les infériorités, un échange de secours réciproques, une fusion de toutes les volontés, de tous les intérêts, de tous les talents et de tous les efforts, il suit de là que, pour obéir aux lois de la nature et réaliser intégralement le principe de l'association, il suit de là, disons-nous, qu'il faut commencer par faire du sol et de tous les produits un grand et unique *domaine social*.

« Telles sont les lois éternelles de l'Univers que rien n'appartient solitairement à l'homme, s'écrie Morelly. Le champ n'est point à celui qui le laboure, ni l'arbre à celui qui y cueille des fruits ; il ne possède même de sa propre industrie que la part dont il use : le reste est à l'humanité. »

« Le monde, ajoute-t-il, doit être considéré comme une table suffisamment garnie pour tous les convives, dont tous les mets appartiennent tantôt à tous, parce que tous ont faim, tantôt à quelques uns seulement, parce les autres sont rassasiés. »

Tel est, à peu près, le mode de fraternité que pratiquent encore, dit-on, les sauvages des bords de l'Ohio et du Mississipi, qui ne font qu'obéir en cela à la simple impulsion de la nature.

« Chez eux tout est commun, chez eux tout est égal ; comme ils sont sans palais, ils sont sans hôpital. » (HELVÉTIUS.)

Dans la ruche chaque abeille concourt avec zèle au labeur commun, suivant ses forces et ses aptitudes, et consomme sa part de la richesse commune, proportionnellement à ses besoins. Pourquoi donc la république des hommes serait-elle moins parfaite que la république des abeilles ?

Ne devrions-nous pas rougir de notre égoïsme et de notre ignorance, lorsque nous comparons nos codes insensés à l'heureuse sagesse de ces merveilleux petits insectes ? Chez eux tout est amour, ordre et prévoyance, tandis que chez nous tout est encore livré à l'empire du hasard, que nul ne s'efforce efficacement de circonscrire !

On a répété jusqu'à satiété que les gouvernements politiques sont l'image de la famille. Mais peut-on se figurer une seule famille assez stupide, une seule communauté de frères assez pervers ou assez frappés du vertige pour oser *mettre chaque jour en loterie jusqu'aux choses mêmes les plus indispensables à leur existence*, de telle manière que l'aveugle hasard pût livrer tous les lots à un ou deux d'entre eux, qui ne rougiraient pas de se voir regorger de superfluités à côté de leurs autres frères mourant de faim ?

Et bien, cette folle et immorale infamie, qu'est-ce autre chose pourtant que l'image de nos sociétés modernes ?

Et n'allez pas croire que les *gagnants* vont accroître leur bonheur d'autant de jouissances nouvelles que leurs *frères* souffriront de mortelles

angoisses. Non, non, heureusement, on ne contrevient jamais sans péril aux lois de la nature. Toute possession exclusive est accompagnée de tant de sollicitude et de crainte, que les heureux du monde semblent moins faits pour jouir du bonheur que pour empêcher les autres de le goûter : car le bonheur consiste à jouir paisiblement, librement, sans crainte de pouvoir manquer jamais des objets qui font notre félicité.

« Comment en sera-t-il ainsi, si vous aspirez l'air qui est nécessaire à la vie de plusieurs ? Tous ceux dont vous dévorez l'existence ne se trouveront-ils pas *nécessités* par là à s'efforcer de vous spolier et de vous détruire ? » (FÉNELON.)

Ô infortunés humains ! quelle boisson dépravatrice a donc pu altérer dans vos cœurs le penchant le plus sacré de la nature, et fermer ainsi vos yeux et vos oreilles aux lumières de l'expérience et de la raison ! Quand vous avez le champ de bataille, vous prenez les objets de votre orgueil et de votre convoitise, et vous croyez que tout est fini. Mais c'est là votre immense erreur, c'est là votre immense folie !...

Sans cesser de les flétrir pour cela, on peut jusqu'à un certain point, en effet, concevoir les cruelles aberrations de ces peuples anciens, qui basèrent si longtemps sur la spoliation des vaincus, sur la misère et l'oppression de l'esclave, la liberté du citoyen. L'iniquité des Romains et des Grecs avait du moins un prétexte spécieux, une certaine excuse, pour ainsi dire, à savoir : l'état de médiocrité et la crainte des disettes périodiques, auxquelles se trouvaient condamnés, malgré leurs privilèges, la masse des simples citoyens, etc.

Mais quelle excuse pourraient alléguer les monopoleurs de l'époque présente, *aujourd'hui que tous les produits sociaux, même ceux qui ne servent qu'à alimenter le luxe, sont infiniment plus étendus que nos besoins ?*

Hé ! quoi, dira-t-on, vous foulez aux pieds la sainteté du droit acquis, vous prêchez la spoliation et le brigandage !

Non, non ! mais ne puis-je pas m'écrier avec Bossuet : « Il n'y a point de droit contre le droit. » Or, quel droit plus saint que le droit de vivre ? Quoi ! vous m'imputeriez à crime de chercher à éclairer mes frères, riches et pauvres, sur leurs véritables intérêts, sur *l'intérêt commun*, quand c'est là le meilleur moyen, l'unique moyen, selon moi, de *sauver le monde d'une révolution sanglante !*

Et si vous trouvez que l'expression de ma pensée est un peu vive, écoutez une voix qui fit longtemps autorité pour les hommes mêmes du pouvoir actuel :

« Il est possible que le terme tutélaire de propriété couvre des *vols réels*, de ces vols qui ne se prescrivent point. Je suppose, en effet, qu'à défaut de police, *Cartouche* se fût établi plus solidement sur un grand chemin, aurait-il acquis un véritable droit de péage ? S'il avait eu le temps de vendre cette sorte de monopole, jadis si commun, son droit en serait-il devenu plus respectable dans les mains de l'acquéreur ? *Pourquoi* regarde-t-on toujours la *restitution* comme un acte *moins juste* ou *plus impossible* que le *vol* ? » (SIEYÈS : *Qu'est-ce que le Tiers-état* ?)

Conservateurs, vous l'entendez, c'est l'abbé Sieyès, un défenseur habituel de la propriété, que l'inexorable logique entraînait, il y a plus de 50 années, à parler de *restitution*, de même qu'aujourd'hui mille autres parlent de *révolution*, de régénération, de transformation sociale, et que vous-mêmes, et M. Guizot tout le premier, vous convenez quelquefois que la souffrance du peuple est à son comble, et qu'à l'oublier il y a TORT GRAVE et GRAVE PÉRIL !

Pourquoi donc ne me serait-il pas permis, à moi, de formuler aussi ma pensée ? De m'écrier sans cesse que l'unique moyen de racheter ce tort grave et d'éviter ce grave péril, ce serait, enfin, de revenir aux lois éternelles de la nature et de la raison : l'égalité sociale et la communauté absolue, dont la loi primordiale est celle-ci :

« Faire ce qu'on peut. Prendre ce dont on a besoin présentement. » (MORELLY.)

Ou encore

« Prendre part aux travaux communs, proportionnellement à ses forces, à son intelligence, à ses besoins, à ses aptitudes particulières, et de même aux produits communs, aux jouissances communes, proportionnellement à la somme de tous ses besoins. »

Mais ici se représentent ces chicanes de mauvais aloi, ces éternelles et assommantes déclamations, sur les *inégalités naturelles*, concernant la force, les aptitudes et le génie, le dévouement, etc. ; sur les *passions* et les *vices innés* dans l'homme, qui, au dire des anti-communistes, regardera toujours le travail comme une fatigue douloureuse, comme un joug insupportable. Sans compter encore toutes ces ridicules et calomnieuses niaiseries que nous prêtent si charitablement nos adversaires. « La *Communauté*, disent-ils, serait un *lit de Procuste*, un *oppressif et absurde nivet*, une immense capucinière ! Plus de *sciences*, plus de *beaux-arts*, plus de *paternité*, plus d'autre mode de rapprochement des sexes, qu'une *promiscuité* aussi stupide qu'infâme ! »

Je répondrai catégoriquement en temps et lieu à toutes ces honteuses clabauderies ; qu'il me suffise, à cette heure, de réfuter les objections qui se rapportent directement à nos *lois fondamentales*, qui sont l'objet de ce chapitre. Je me plais à reconnaître, du reste, qu'il est plusieurs des objections que je vais examiner qui peuvent sortir de la bouche de quelques hommes de bonne foi, mais peu habitués à réfléchir.

Objection. — « Les hommes sont inégaux en force et par conséquent en droits. »

Réponse. — En fait, il y a aujourd'hui une immense différence entre les hommes. Mais cette inégalité est le résultat de la situation sociale, d'un système d'éducation pervers et machiavélique, de la longue servitude qui depuis tant de siècles pèse sur l'humanité tout entière. Elle est *fille* plutôt que *mère* de *l'inégalité sociale*. Quel fait, d'ailleurs, plus complexe, plus difficile à déterminer que *la force* ? La *stature*, la *ruse*, l'*adresse*, le *courage*, etc., ne peuvent-ils pas se compenser avantageusement les uns les autres ? Ce n'est point par quelques détails isolés, mais par l'ensemble, qu'on peut juger de la force d'un homme ; et de même qu'on dit en arithmétique que deux additions de chiffres sont égales, dès que leurs produits *totaux* sont égaux, quelques inégaux, d'ailleurs, que soient leurs divers produits partiels, de même deux hommes doivent être réputés égaux, dès que leur force totale se balance.

Mais, en prenant les choses au point où elles en sont actuellement, qu'en conclure ? Qu'est-ce que la force, d'abord, sinon le droit de la guerre, le droit du brigand et de l'assassin ? Quel est le héros de la veille qui soit entièrement assuré de n'être pas le vaincu du lendemain ? Quoi de plus intolérable que cette situation ! quoi de plus anti-social, s'il vous plaît ?

Détracteurs maladroits de l'égalité, ne voyez-vous pas que là encore votre objection se retourne contre vous-mêmes ? N'est-il pas évident, en effet, que c'est précisément dans la vue de se *prémunir contre les dangers*, les *craintes*, les *infériorités*, les *accidents futurs*, et par conséquent ignorés de tous, que, dans l'origine, chaque homme en particulier, et tous en général, renoncèrent de bon cœur aux avantages aléatoires que chacun possédait, pour proclamer, en commun, l'égalité sociale et politique. Et cette égalité est d'autant plus nécessaire, qu'on le sache bien, que l'inégalité physique et intellectuelle a fait plus de progrès : car si les hommes étaient tous parfaitement égaux, le pacte social, dès lors, ne deviendrait-il pas presque inutile ?

Cette vérité a été reconnue dans tous les temps et dans tous les lieux par tous les hommes de bonne foi ; mais personne mieux que le philosophe Montaigne n'a su la préciser et la vulgariser :

« Mais certes s'il y a rien de clair et d'apparent dans la nature, et en quoi il ne soit pas permis d'être aveugle, c'est en cela que *la nature* nous a tous faits de même forme, et, comme il semble, à même moule, afin de nous reconnaître tous pour compagnons ou plutôt pour frères ; et si elle a fait quelques avantages de son bien, soit au corps ou à l'esprit, aux uns plus qu'aux autres, elle *n'a pourtant pas entendu nous mettre en ce monde comme dans un champ clos, et n'a pas envoyé ici les plus forts et les plus avisés, comme des brigands armés, dans une forêt*, pour y gourmander les plus faibles ; mais plutôt faut-il croire que, faisant ainsi aux uns les parts plus grandes, et aux autres plus petites, elle voulait faire place à la *fraternelle affection*, afin qu'elle eût où s'employer, ayant les uns puissance de donner aide et les autres besoin de recevoir. Puis donc que *cette bonne mère nous a donné à tous toute la terre pour demeure, nous a tous logés en une même maison, nous a tous figurés en même pâte*, afin que chacun se pût mirer et quasi reconnaître l'un dans l'autre, elle nous a tous en commun donné ce grand présent de la voix et de la parole, pour nous accointer et fraterniser davantage, et faire, par la *commune et mutuelle* déclaration de nos pensées, *une communion de volontés*. » (*Essais philosophiques*, MONTAIGNE.)

Objection. — « Les Hommes sont inégaux en *aptitudes* et en *génie*. »

Réponse. — Gardons-nous d'abord de confondre l'*égalité* avec l'*identité*, l'*inégalité* avec la *diversité*. Non, nos aptitudes ne sont point identiques, elles ne le seront même jamais. Et, loin d'être un mal, cette diversité, dont nos adversaires s'efforcent de faire tant de bruit, n'a rien de commun avec l'inégalité, elle concourt merveilleusement, au contraire, à l'harmonie générale.

« Mais, dira-t-on, si vous niez la suprématie dans l'ordre des fonctions sociales, vous conviendrez qu'il existe des hommes qui ont plus ou moins d'habileté, plus ou moins d'intelligence. Les uns remplissent à la fois plusieurs emplois, tandis que d'autres ont bien de la peine à en accomplir un seul. Il en est qui excellent dans certaines professions, y tiennent le premier ordre, tandis que la plupart de leurs collègues, de leurs confrères, de leurs camarades, n'y peuvent occuper que le 2^e, le 3^e, le 4^e, que le 10^e rang. Ce sont les premiers que nous nommons Hommes supérieurs, Hommes capables, ce sont les premiers auxquels il faut de toute nécessité déférer une

suprématie, des prérogatives, si l'on ne veut pas étouffer leur activité, leur génie. Votre égalité, d'ailleurs, serait, dans ce cas, une flagrante injustice. Qui pourrait songer, par exemple, à comparer un simple artisan à un Helvétius, à un Laplace, à un Fulton, à un Vaucanson, à un Cuvier ? »

Je l'ai démontré plus haut, et je le réitère, dans la nature, la supériorité et l'infériorité ne sont pas des choses de droit, mais des choses de fait ; toutes ces inégalités monstrueuses iront s'affaiblissant chaque jour davantage, jusqu'à ce que les hommes reviennent, à la fin, à une égalité à peu près parfaite, de fait aussi bien que de droit.

Ceci posé, je conviens bien volontiers, maintenant, que les Hommes, aujourd'hui, possèdent, à des degrés fort divers, leurs talents et leurs aptitudes. Mais cela serait-il une raison de conclure à des privilèges, soit dans la répartition de la richesse publique, soit par une suprématie politique ou même purement honorifique ? Rien ne me paraît plus contraire au principe de la société, qui est de prévenir les effets des inégalités naturelles. Puis, d'ailleurs, le génie de l'Homme, l'Homme tout entier, n'est-il pas le produit du passé et du milieu social dans lequel l'Homme vit et a vécu : c'est-à-dire de son *organisation première*, de son *éducation*, des *mœurs*, des *lois* et d'une *infinité d'autres circonstances* ?

Ne devient-il pas évident, dès lors, que, *si quelqu'un donne plus, c'est qu'il a reçu davantage* ; et n'est-on pas obligé de reconnaître toute la justesse de ce vieux dicton populaire :

« Qui fait tout ce qu'il peut fait tout ce qu'il doit. »

Mais pourquoi donc vous porter ainsi les avocats du génie ? Ce n'est point lui assurément qui vous a donné mission de lui faire outrage. Quoi ! le génie n'est-il pas par lui-même un assez beau privilège ? Quoi ! les sciences et les arts n'ont-ils donc à vos yeux aucun attrait ? Ne peuvent-ils plus être la source des jouissances les plus vives ? Quoi ! ne comptez-vous pour rien l'amour de la gloire et l'estime d'un peuple libre ? Honte et réprobation à quiconque oserait soutenir une pareille hérésie !

Ah ! qu'ils défendaient bien mieux la cause et la dignité du génie, ces illustres et savants philosophes, lorsque leurs plumes éloquentes traçaient ces belles paroles : « Il n'existe parmi eux aucune distinction, que celle-ci attachée à la supériorité de la sagesse, résultat d'une longue expérience et d'un travail soutenu. » (FÉNELON, *Description du gouvernement de la Bétique.*)

« Le mérite n'a pas besoin d'autre avantage que sa propre excellence » (MORELLE, *Basiliade.*)

« Le privilège est une *vermine* qui *carie* insensiblement la *liberté*. » (MACHIAVEL.)

Écoutons aussi un des citoyens les plus célèbres du dernier siècle.

Quand la Corse tout entière décernait à Paoli les titres vénérés de sauveur et de père de la patrie, de cette même patrie qu'il venait si héroïquement de délivrer à jamais du joug des Génois ;

Quand chacun exaltait avec enthousiasme son extrême désintéressement et son incorruptible vertu ;

Quand tous les citoyens le remerciaient d'avoir établi l'*égalité*¹³ au mépris de sa propre fortune, et lui conféraient par d'unanimes acclamations une nouvelle dictature ;

N'était-elle pas bien digne d'un véritable philosophe cette phrase aussi généreuse que modeste que le législateur de la Corse écrivait à un ami :

« Je n'ai aucun mérite dans mon désintéressement : je savais que les *sommes* que je dépensais pour ma patrie, que l'*argent* que je refusais, étaient *mieux employés pour ma réputation* que si je m'en étais servi pour *bâtir des maisons* ou pour *augmenter mon patrimoine*. Je désire que mes descendants se conduisent de manière qu'on ne parle plus de moi que comme d'un homme qui a eu seulement de bonnes intentions. » (PAOLI.)

Quelque puissantes que me paraissent les opinions qui précèdent, l'auteur de l'*Essai sur les privilèges* nous fournit des arguments plus décisifs encore :

« Laissez, laissez le public *dispenser librement les témoignages de son estime*. La nature a placé la vraie source de la considération dans les sentiments du peuple. C'est que *chez le peuple* sont les vrais besoins ; là réside la Patrie à laquelle les hommes supérieurs sont appelés à consacrer leurs talents ; là par conséquent, *devait être déposé le trésor des récompenses* qu'ils peuvent ambitionner. Il ne reste au peuple que le pouvoir d'honorer de son estime ceux qui le servent ; il n'a plus que ce moyen d'exciter encore les hommes dignes de le servir ; voulez-vous le dépouiller de son dernier bien, de sa dernière réserve, et rendre ainsi sa propriété même la plus intime inutile à son bonheur ?

« Encore une fois, laissez les *citoyens* faire les honneurs de leurs sentiments et *se livrer d'eux-mêmes* à cette expression si flatteuse, si encourageante, qu'ils savent leur donner comme par inspiration, et vous reconnaîtrez alors, au libre concours de toutes les âmes qui ont de l'énergie,

¹³ Paoli abolit en Corse la propriété presque tout entière.

aux efforts multipliés dans tous les genres de bien, ce que doit produire pour l'avancement social le *grand ressort de l'estime publique*.

« Mais votre paresse et votre orgueil s'accommodent mieux des privilèges. Je le vois, vous demandez moins à être distingués PAR vos concitoyens que vous ne cherchez à être distingués DE vos concitoyens. » (SIEYÈS, *Essai sur les privilèges*.)

« La vue des distinctions, du faste et des voluptés dont on ne jouit pas sera toujours pour les *déshérités* une source inépuisable de *tourments* et d'*inquiétudes*.

« Plus on obtient de distinctions et de privilèges, plus on en désire, plus on excite la jalousie et la convoitise ; de là *cette soif si extravagante, si insatiable et si criminelle, de l'or et du pouvoir* ; de là les haines, les violences et les meurtres, etc.

« C'est à l'amour de la gloire que furent dus, dans tous les temps, les efforts du génie. Des millions de soldats pauvres se vouent tous les jours à la mort pour l'honneur de servir les caprices d'un maître cruel, et l'on doutera des *prodiges* que peuvent opérer sur le cœur humain le *sentiment du bonheur, l'amour de l'égalité et de la patrie* et les ressorts d'une sage politique ? » (P. BUONARROTI.)

Concluons de tout ceci que, parmi des hommes vraiment hommes, il n'est besoin ni de *privilegiés* ni de *dignitaires* ; qu'on n'y peut reconnaître que des *égaux*. Quiconque, en effet, remplit avec zèle sa fonction sociale n'a-t-il pas bien mérité de la république, quelle que soit, d'ailleurs, l'œuvre qu'il ait accomplie ?

Objection. — « Vous repoussez l'inégalité sociale quant à ce qu'elle deviendrait le privilège de la force corporelle ou de la capacité intellectuelle, soit ; mais vous serait-il possible de ne pas admettre que les hommes sont *inégaux en dévouement* ? Or, qui oserait refuser une noble et juste prééminence à une si rare vertu ? »

Réponse. — Je désirerais vivement qu'on précisât ce que l'on entend par dévouement, car c'est un mot qui est devenu bien élastique. M. Buchez, et après lui le journal *l'Atelier*, définissent le *dévouement* un *sentiment surnaturel, un acte libre, spontané, d'abnégation et de compression absolue du moi personnel*. Mais, bientôt, par une immense contradiction, ils font une obligation du dévouement, et n'hésitent pas à invoquer le glaive pour contraindre les *tièdes* et punir les *indévots* ! Quel galimatias ! Liberté et

contrainte, glaive et dévouement : ne sont-ce pas des mots qui s'excluent les uns les autres, qui hurlent de se trouver ensemble ?

Le dévouement, selon d'autres, est un acte de vertu calme et réfléchi, étranger à toute passion, à toute idée d'obligation et d'intérêt personnel, à toute intervention de l'amour propre.

Eh bien ! je le demande, que ce soit l'une ou l'autre de ces définitions qu'on adopte, que devient le dévouement ? Ici il n'a aucune racine dans l'organisation de l'homme, *ni dans ses passions, ni dans ses mobiles, ni dans ses instincts* ; là c'est un enfant mort-né, étouffé dans son germe par le calcul d'une *récompense spirituelle* ou la *crainte d'un châtement temporel*.

Personne plus que moi n'est d'avis qu'il faut encourager, stimuler toutes les vertus sociales par notre estime, par notre déférence, par notre zèle concours, par notre admiration même ; mais à quoi bon leur vouloir donner un mobile qui n'est point dans la nature ? À quoi bon, surtout, employer le dangereux aiguillon des privilèges sociaux ?

Hommes d'égalité ! que pensez-vous, par exemple, de ces moralistes saint-simoniens qui, dans l'ardeur de leur prétendu dévouement, allèrent jusqu'à demander que la société mit tout en œuvre pour *éveiller de grandes et magnifiques ambitions* ? Vous les flétrissez, n'est-ce pas ? Et en cela vous êtes d'accord avec M. Pierre Leroux lui-même, le seul socialiste de cette école qui soit encore fidèle à la doctrine du *maître*. Écoutez en quels termes il s'essaye à répudier la *loi primordiale* de Saint-Simon, le *principe de la capacité*.

« Le principe saint-simonien : À *chacun suivant sa capacité, chaque capacité suivant ses œuvres*, semble l'affirmation d'une nouvelle inégalité fondée sur la *capacité* et les *œuvres*, c'est-à-dire d'une nouvelle aristocratie. Or, on conçoit un idéal où la supériorité de l'intelligence et des forces physiques créeraient un devoir plutôt qu'un droit, et où les vrais besoins, et non la capacité et les œuvres, seraient la règle de la distribution des richesses. » (*Revue indépendante*, novembre 1841.)

M. Pierre Leroux a parfaitement raison. Quand toutes les aristocraties s'en vont ou sont déjà mortes, quel homme de sens ou de bonne foi pourrait songer à en raviver le principe, soit sous le nom de *capacité*, soit sous celui de *dévouement* ? Pour moi, je suis intimement convaincu que *l'inégalité*, sous quelque forme qu'elle se présente, finira toujours par devenir une *lèpre dévorante*, la source intarissable de *toute dépravation*. Mais vous voulez déroger aux *lois fondamentales* de la société parce que votre imagination s'est créé des fantômes. Simples que vous êtes ! vous ne voyez donc pas que si nous sommes des hommes d'égalité et de fraternité, toutes les autres

vertus nous seront données comme par surcroît ? Commençons, commençons par bien nous *pénétrer* de la grandeur et de la *certitude* de nos principes ; hâtons-nous de *constituer* une *forte et puissante unité*, et alors, soyons-en bien sûrs, si le triomphe de notre cause l'exige, *le dévouement naîtra de lui-même* ; car quel système, plus que la *communauté*, renferme en soi de virtualité et de force, pour mettre à l'ordre du jour toutes les vertus !

Et ne craignez pas que cette fois l'enthousiasme républicain ne soit qu'une fraternité éphémère ? Non, non : chaque jour la verra, cette fraternité sainte, s'accroître et se généraliser, grandir et se fortifier davantage. Les sympathies, les affections, les mœurs publiques, l'éducation, toutes nos habitudes les plus enracinées et les plus intimes, enfin les prescriptions de la science, et, au besoin, les prescriptions de la loi, que de puissants mobiles pour entraîner irrésistiblement les hommes, non seulement à s'entraider et à se secourir dans le péril¹⁴, mais encore à se porter spontanément aux actes les plus héroïques et les plus sublimes !

Communauté ! Communauté ! tout le bien, tout le beau possible, est résumé dans ce seul mot. Exiger une plus haute expression de l'ordre social et de la perfectibilité ne serait-ce pas se bercer d'une dangereuse illusion, poursuivre une vaine chimère ?

Oui, encore une fois, le dévouement est beau, sans doute, mais peu conforme à notre nature : c'est un état fiévreux, violent et artificiel, qui ne peut durer que dans des temps de crise.

Vouloir faire du dévouement la base éternelle de l'ordre social ce serait s'obstiner à bâtir par la pointe une immense pyramide ; car, remarquons-le bien, pour que le dévouement fût la pierre angulaire de l'édifice, il ne suffirait pas que quelques uns seulement pussent se dévouer, il faudrait que les actes de dévouement fussent aussi communs que les besoins de la société sont nombreux, chose sur laquelle il serait très peu sage de compter sous cet odieux régime d'isolement et de monopole, de propriété et de misère. Ne nous abusons donc pas jusqu'à vouloir extirper du cœur de l'homme ce sentiment si intime qu'on nomme la *personnalité* ou *l'amour de*

¹⁴ Je crois que certaines personnes se préoccupent beaucoup trop de ces douloureux accidents, si nombreux et si inévitables dans l'état actuel, mais qui, pourtant, ne sont point des lois de la nature. Et c'est pour obvier à cela qu'elles ont inventé le dévouement. Je me fais fort de démontrer que, dans la *communauté*, les lois de *police* et d'*hygiène* suffiront à elles seules à prévenir plus de millions d'accidents et de désastres dans une seule année peut-être, que n'en ont jamais prévenu depuis vingt siècles toutes les religions, tous les préceptes de morale et toutes les lois du monde.

soi, car ce sentiment est indestructible. Telle était l'opinion d'une foule de célèbres philosophes, notamment celle de Mably et de J.-J. Rousseau.

« Un homme, dit Rousseau, a beau faire semblant de préférer mon intérêt au sien propre, de quelque sophisme qu'il colore ce mensonge, je suis sûr qu'il en fait un. »

« Jamais, dit Mably, les lois anciennes n'ont été assez ineptes pour ordonner au citoyen de se sacrifier, de préférer le bien public au bien-être particulier. Elles se sont bornées à l'inviter à *s'oublier* lui-même *un moment* pour le bien général. »

Il existe encore une autre cause qui a contribué puissamment à prévenir tous les observateurs attentifs contre les hypocrites préceptes de la plupart de nos *parleurs de vertu et de dévouement* : c'est que parmi ceux-ci, pour un homme de bonne foi, il en est mille qui font des beaux sentiments qu'ils affectent *métier et marchandise*, et qui n'élèvent des autels au dévouement et au sacrifice qu'à condition qu'ils seront, eux, les *sacrificateurs* ; tranchons le mot, que pour recueillir les offrandes de leurs dupes. Et ils nous rappellent en cela l'histoire de ces prêtres de BEL, qui sortaient la nuit de leur retraite mystérieuse pour dévorer les mets exquis que la crédulité publique avait offerts à leur idole, au mépris de la philosophie et de la raison qui criait dès lors aux peuples :

« Sur l'autel de vos Dieux, n'offrez pas de bijoux :
Peuples ! ne donnez pas à plus riches que vous. »

J'espère qu'on ne me contestera plus maintenant le principe de l'égalité sociale. Si, surtout, quelques démocrates osaient encore le faire, qu'ils cessent de se dire les continuateurs de J.-J. Rousseau et de la révolution française. La Convention les a condamnés à l'avance par cette maxime d'une sublime concision :

« L'homme est égal à l'homme. »

Maxime que développe si judicieusement Sieyès, dans ce passage de son projet de déclaration des droits :

« Deux hommes peuvent être *inégaux en moyens* ; mais il ne s'ensuit pas qu'il puisse y avoir *inégalité de droits*.

« La loi sociale n'est point faite pour *affaiblir le faible* et fortifier le fort, mais au contraire pour protéger le faible contre le fort, et pour lui *garantir la plénitude de ses droits*.

« La force produit *effet* sans produire *obligation*. L'oppression ne peut jamais devenir un droit pour l'opprimeur ni un *devoir* pour l'opprimé. L'AFFRANCHISSEMENT est toujours un DROIT et même un DEVOIR pressant.

« Dans l'état de nature, l'homme n'a pas droit de nuire à un autre, et, par conséquent, d'avoir du *superflu* quand cet autre n'a pas le *nécessaire*.

« L'on a besoin de SUPPOSER *une convention, une consécration légale*, pour pouvoir donner au mot de *propriété* toute l'étendue du sens que nous sommes habitués à lui donner dans nos sociétés politiques. »

J.-J. Rousseau avait déjà résolu cette question par cette formule remarquable du *Contrat social* :

« Le pacte fondamental, dit Rousseau, substitue une égalité morale ¹⁵ et légitime à ce que la nature avait pu mettre d'inégalité physique entre les hommes ; et pouvant être inégaux en force et en génie, ils deviennent égaux par convention et de droit. »

En voilà assez sur ce chapitre : l'inégalité est vaincue.

Quant au principe de la *communauté*, il résume en soi toutes nos *lois fondamentales*, il ressort logiquement, à plus forte raison, de celui de l'égalité sociale, que la communauté, elle seule, a puissance de réaliser. C'est ce que démontrera mieux encore que tous les raisonnements que je viens de faire la partie organique de cet ouvrage que je commence par le chapitre suivant.

¹⁵ Ce mot d'égalité morale, sous la plume de Jean-Jacques, me semble correspondre parfaitement à l'idée de proportionnalité que les communistes attachent à cette formule : *égalité sociale*.